

COMMUNIQUE DE PRESSE

Luxembourg, le 9 novembre 2020 - Le Médiateur, en sa qualité de Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté (CELPL), publie aujourd'hui son rapport annuel 2019. Compte tenu de la situation sanitaire prédominante et de l'annulation subséquente de l'habituelle conférence de presse après la finalisation d'un rapport du Médiateur, le CELPL profite de ce communiqué pour revenir brièvement sur quelques points caractéristiques :

1. Interventions

Outre la publication officielle du rapport sur l'UNISEC en 2019, le CELPL a effectué une analyse sur la problématique des stupéfiants en milieu carcéral ciblant les centres pénitentiaires de Luxembourg et de Givenich dont la publication est prévue prochainement. Ensuite, le CELPL a assuré une mission de suivi au centre de rétention fin 2019 qui avait pour but d'examiner les améliorations implémentées subséquente à une première mission de contrôle effectuée en 2013. Il a également émis un avis sur les mesures restrictives de liberté à l'entité « Am Park » du CHNP au sujet des mesures de contention à appliquer auprès des personnes ne tombant pas sur l'application de la loi du 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Finalement, les agents du CELPL ont malencontreusement dû intervenir dans le cadre d'un décès accidentel au centre pénitentiaire de Givenich.

2. Organisation interne

Afin d'éviter toute ambiguïté quant aux missions de l'équipe du CELPL et celle de la médiation agissant dans les lieux privatifs de liberté et dans le but d'éviter tout conflit d'intérêt, l'Ombudsman a mis en œuvre une panoplie d'instruments internes telle que l'affectation de ressources dédiées ou encore une séparation nette des compétences du personnel en question.

Quant aux permanences assurées 24/7, le CELPL a également revu les procédures de communication élaborées avec les autorités actives dans le domaine de la privation de liberté en tenant compte du degré d'urgence et des impératifs liés au bon fonctionnement de ces institutions.

Finalement, une des « raisons d'être » du CELPL en tant qu'agent du changement est naturellement l'amélioration du suivi des recommandations et la mise en évidence des progrès d'implémentation au sein des institutions visées. Ainsi, certaines approches innovatrices encourageant une mesure d'impact plus pertinente ont été mises en œuvre, telles que l'instauration d'un tableau des normes (inter)nationales afin d'illustrer les bases de ses exigences ou encore un outil facilitant le suivi des recommandations feront tous les deux leur première apparition avec la publication du rapport sur la problématique des stupéfiants en milieu carcéral.

Pour davantage de détails, prière de consulter le rapport annuel qui peut dès à présent être téléchargé sur le site www.ombudsman.lu, onglet CELPL. Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Claudia MONTI

Médiateur, Chargée du contrôle externe des lieux
privatifs de liberté

